

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE VAUCLUSE

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
VENTOUX-COMTAT VENAISIN
84200 CARPENTRAS

L'an deux mille vingt-trois et le vingt-six juin, le conseil de communauté, régulièrement convoqué par sa Présidente dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
26 juin 2023

Date de convocation : 20 juin 2023

Mise en ligne le : 20 juin 2023

Nombre de conseillers : 60

Nombre de présents : 44 délibérations n°66-23 à 85-23 puis délibérations n°110-23 à 128-23, 45 délibérations n°86-23 à 109-23.

Nombre de votants : 54 délibérations n°66-23 à 85-23, 56 délibérations n°86-23 à 128-23,

Nombre d'absents : 6 délibérations n°66-23 à 85-23, 4 délibérations n°86-23 à 128-23.

PRÉSENTS : **Aubignan :** Siegfried BIELLE - Laurence BADEI - Frédéric FRIZET - Marie THOMAS de MALEVILLE **Beaumont du Ventoux :** Alain BREMOND **Bédoin :** Alain CONSTANT - Dominique VISSECQ **Caromb :** Valérie MICHELIER - Olivier METZGER **Carpentras :** Serge ANDRIEU - Yvette GUIOU - Michel BLANCHARD - Jacqueline BOUYAC (à partir de la délibération n°86-23) - Franck DUPAS - Jaouad ZIATI - Jean-François SENAC - Laurence BOSSERAI - Jean-Pierre CAVIN - Véronique MENCARELLI - Bertrand de LA CHESNAIS - Christiane MORIN-FAVROT - Catherine RIMBERT - Pierre BOURDELLES - **Crillon le Brave :** Guy GIRARD **Flassan :** Michel JOUVE **Lafare :** Philippe SOARD **La Roque Alric :** José LINHARES **La Roque sur Pernes :** Philippe DELEBECQUE **Le Barroux :** Bernard MONNET **Le Beaucet :** François ILLE **Loriol du Comtat :** Gérard BORGIO - Brigitte MATHIEU **Malacène :** Frédéric TENON **Mazan :** Louis BONNET - Georges MICHEL **Modène :** Norbert LEPATRE **Saint Didier :** Gilles VÈVE **Saint Pierre de Vassols :** Sandrine RAYMOND **Saint Hippolyte le Graveyron :** André AIELLO **Sarrians :** Anne-Marie BARDET - Audrey FRANQUET - Alexandre KORMANYOS **Suzette :** Patricia OLIVERO **Vacqueyras :** Philippe BOUTEILLER **Venasque :** Dominique PLANCHER.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Jérôme BOULETIN à Jacqueline BOUYAC (à partir de la délibération n°86-23)- Alain BELHOMME à Véronique MENCARELLI - Victorine SURTEL à Jaouad ZIATI - Bernard BOSSAN à Jean-Pierre CAVIN - Joël BOTREAU à Serge ANDRIEU - Jean-Marc ISSARTIER à Bertrand de LA CHESNAIS - Claude MELQUIOR à André AIELLO - Chantal MOCZADLO à Frédéric TENON- Joséphine AUDRIN à Louis BONNET- Bruno GANDON à Gérard BORGIO - Patrice FLAGEAT à Audrey FRANQUET - Laurence BOSSERAI à Yvette GUIOU (à partir de la délibération n°110-23)

ABSENTS EXCUSÉS : Céline ALLIES-CORTEGGIANI - Caroline BALAS - Pauline DREANO - Michel MEFFRE- Jacqueline BOUYAC (jusqu'à la délibération n°85-23) - Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°85-23).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Frédéric TENON.

Conseil communautaire du 26 juin 2023

Délibération n°124-23

Objet : dispositif expérimental facilitant les transitions professionnelles
« Mutualisons nos énergies pour un nouveau départ »

Conseil communautaire du 26 juin 2023

Délibération n°124-23

**Objet : dispositif expérimental facilitant les transitions professionnelles
« Mutualisons nos énergies pour un nouveau départ »**

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu la loi n° 2009-972 du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2022-1043 du 22 juillet 2022 et notamment ses articles 9,11 et 12 ;

Vu l'avis du comité technique du 15 juin 2023,

Entendu le rapport du vice-président délégué au personnel,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : DE CREER l'itinéraire transition professionnelle coconstruit en partenariat avec le CNFPT, à l'échelle des six collectivités (CoVe/LMV Agglomération-Ville de Cavaillon/CCPSMV/Sorgues du Comtat/Grand Avignon) et intitulé « mutualisons nos énergies pour un nouveau départ ».

Article 2 : D'APPROUVER la convention type ci-annexée.

le secrétaire de séance,

Frédéric Tenon



la Présidente,

Jacqueline Bouyac

Pour extrait certifié conforme

Jacqueline Bouyac
Présidente de la CoVe

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr



Envoyé en préfecture le 30/06/2023

Reçu en préfecture le 30/06/2023

Publié le 30/06/2023

ID : 084-248400053-20230626-DELIB124_23-DE

CONVENTION RELATIVE AU DISPOSITIF EXPERIMENTAL « Mutualisons nos énergies pour un nouveau départ »

SECTION 1 – PARTIES À LA CONVENTION

L'AGENT BENEFICIAIRE

M. ☐ Mme ☐ Nom : Cliquez ici pour entrer du texte.
Prénom : Cliquez ici pour entrer du texte.
Adresse personnelle : Cliquez ici pour entrer du texte.
Code postal : Cliquez ici pour entrer du texte. Ville : Cliquez ici pour entrer du texte.
Résidence administrative : Cliquez ici pour entrer du texte.
Grade : Cliquez ici pour entrer du texte.
Service d'affectation : Cliquez ici pour entrer du texte.
Métier actuel : Cliquez ici pour entrer du texte.
Métier choisi au catalogue proposé : Cliquez ici pour entrer du texte.

LA COLLECTIVITE D'ORIGINE

Nom de la collectivité : Cliquez ici pour entrer du texte.
Adresse : Cliquez ici pour entrer du texte.
Code postal : Cliquez ici pour entrer du texte. Ville : Cliquez ici pour entrer du texte.
Représentée par :
M. ☐ Mme ☐ Nom : Cliquez ici pour entrer du texte. Prénom : Cliquez ici pour entrer du texte.
Fonction : Cliquez ici pour entrer du texte.

LA COLLECTIVITE D'ACCUEIL

Nom de la structure : Cliquez ici pour entrer du texte.
Adresse : Cliquez ici pour entrer du texte.
Code postal : Cliquez ici pour entrer du texte. Ville : Cliquez ici pour entrer du texte.
Représentée par :
M. ☐ Mme ☐ Nom : Cliquez ici pour entrer du texte. Prénom : Cliquez ici pour entrer du texte.
Fonction : Cliquez ici pour entrer du texte.

LE CNFPT

Nom de l'antenne CNFPT : Antenne de Vaucluse
Adresse : 59 Rue de la Coquille
Code postal : 84700 Ville : Sorgues

PRÉAMBULE

Dans un contexte d'allongement des carrières professionnelles, de transformation accélérée des organisations et des situations de travail, d'augmentation des situations d'usure professionnelle LMV Agglomération et la Ville de Cavaillon avaient créé dès 2021 un dispositif de deuxième carrière.

Cette expérimentation s'étant révélée extrêmement bénéfique pour les agents et pour les collectivités, elles ont souhaité essaimer cette pratique en élargissant l'assiette des territoires et des postes proposés pour ouvrir le champs des possibles aux agents.

La démarche a donc été proposée le 5 septembre 2022 au CNFPT-Antenne de Vaucluse, et acceptée. Le CNFPT a alors lancé officiellement dès octobre 2022, un groupe de travail réunissant les DRH de six collectivités des bassins d'emplois autour de Cavaillon (la Ville de Cavaillon, les Communautés d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse, COVE, Sorgues du Comtat, Grand Avignon et la communauté de communes du pays des sorgues Monts de Vaucluse).

Ce groupe de réflexion s'est saisi de cette thématique notamment eu égard aux enjeux actuels de :

- turn-over important dans certains secteurs ;
- de rapport au travail et d'attentes différentes exprimées par les jeunes générations ;
- de difficultés de recrutement importantes sur tous les champs de l'emploi en France.

Un dispositif original a ainsi été co-construit Collectivités et CNFPT.

Véritable itinéraire complet alternant formation théorique et stages pratiques en immersion, il s'intitule « mutualisons nos énergies pour un nouveau départ ».

Ce dispositif vise à :

- Développer l'employabilité de l'agent par la découverte de son potentiel.
- A anticiper et prévenir l'usure professionnelle.
- A mettre en mouvement les agents en les rendant acteurs de leur devenir professionnel.

Ce projet a pour objectifs :

Pour les collectivités :

- Remobiliser des agents.
- Réduire l'absentéisme.
- Envoyer un signal fort et positif en direction des agents en usure.
- Prévenir l'usure.
- Faciliter les mobilités.
- Développer la marque employeur.
- Développer l'attractivité.
- Prendre en compte les enjeux de transitions professionnelles.
- Pouvoir des postes vacants en priorité par des agents issus du sérail ou des agents de collectivités partenaires.
- Faire prendre conscience aux agents de la réalité des autres collectivités.

Pour les agents :

- Retrouver de la confiance en soi.
- Retrouver de la motivation, se mobiliser.
- Découvrir son potentiel.
- Faire naître des projets.
- Découvrir la mobilité.
- Se rendre acteur de son avenir professionnel: se mettre en mouvement.
- Se mettre en perspective (nouveau projet, nouveau départ).
- Développer son employabilité.
- Exercer un nouveau métier.
- Prévenir l'usure, anticiper les problématiques qui en découlent.
- Obtenir une certification permettant de se vendre sur ce nouveau métier à l'issue.
- Prendre du recul sur sa situation professionnelle actuelle.

Pour la collectivité d'accueil :

- Montrer son implication et son dynamisme.
- Afficher une image positive d'ouverture.

- Faciliter l'échange de pratiques, la mise en commun, le partage d'expériences.
- Créer un maillage à l'échelle d'un bassin élargi (6 CT) visant la découverte de métiers aux besoins des agents.
- Modéliser ce dispositif sur un territoire élargi de six collectivités.

MISE EN ŒUVRE

Cet itinéraire répond à une logique de prévention et d'anticipation de l'usure professionnelle.

Il s'adresse aux agents :

- en pré-usure professionnelle ;
- réalisant le même métier depuis au moins 5 ans ;
- approchant le milieu de carrière ;
- ayant formulé antérieurement une demande ou un souhait de mobilité ;
- volontaires, acteurs ou ayant la volonté de le devenir (convention tripartite).

Des prérequis existent :

- signature d'un acte d'engagement à suivre l'intégralité du dispositif ;
- disposer des compétences de bases validées par Evacob.

Un groupe de 12 agents volontaires (2 par collectivité) expérimentera ce dispositif d'octobre 2023 à juin 2024.

Il s'articulera en deux phases :

-une phase de formation théorique de 17 jours au CNFPT où l'agent :

- apprendra à apprendre ;
- se dotera d'outils et de méthodes ;
- développera ses compétences communicationnelles et relationnelles ;
- se projettera, apprendra à se mettre en veille prospective et en mouvement ;
- pilote et valorisera sa trajectoire professionnelle ;
- apprendra à mieux se connaître et à mieux connaître l'environnement territorial et ses métiers.

-une phase d'immersion de 2x10 jours, dans une collectivité autre que la sienne où l'agent pourra découvrir un nouvel environnement professionnel, un nouveau métier, un nouveau secteur.

Le choix s'effectuera à partir d'un catalogue métier commun aux six collectivités.

Durant cette phase il sera accompagné par un tuteur qui saura effectivement l'accompagner pas à pas dans la découverte d'un futur métier.

Après une communication institutionnelle avec présentation aux agents de l'itinéraire en juillet prochain ; les candidats auront tout l'été pour faire parvenir leur candidature à leur Direction des Ressources Humaines. En septembre, une sélection des candidatures avec entretien d'engagement et jury mixte CNFPT/Collectivités aura lieu.

OBLIGATION DE L'AGENT

Compte tenu de l'investissement réalisé par les collectivités, l'agent s'engage en contrepartie à s'impliquer pleinement et à suivre l'intégralité de ce dispositif.

Cela prendra la forme :

- d'une candidature écrite à sa Direction des Ressources Humaines durant l'été,
- d'assister aux formations théoriques organisées dans les locaux du CNFPT-Antenne de Vaucluse ;
- de s'investir totalement dans les stages d'immersion choisis et de véhiculer dans cette collectivité partenaire, une bonne image de sa propre collectivité.

SECTION 3 – OBJECTIFS DE LA FORMATION THEORIQUE

OBJECTIF GENERAL

La formation théorique est dispensée au CNFPT-Antenne de Vaucluse- 59 Rue de la Coquille, 84700 Sorgues.

Pendant 17 jours l'agent :

- apprendra à apprendre ;
- se dotera d'outils et de méthodes ;
- développera ses compétences communicationnelles et relationnelles ;
- se projettera, apprendra à se mettre en veille prospective et en mouvement ;
- pilote et valorisera sa trajectoire professionnelle ;
- apprendra à mieux se connaître et à mieux connaître l'environnement territorial et ses métiers.

SECTION 4 – OBJECTIFS DE LA PERIODE D'IMMERSION

OBJECTIF GENERAL

La période d'immersion professionnelle permet à l'agent d'appréhender la réalité d'un métier, d'observer sa pratique et l'environnement professionnel dans lequel il s'exerce en vue de confirmer son projet d'évolution professionnelle et de faire un choix éclairé de future mobilité. Elle permet également au bénéficiaire de découvrir une nouvelle collectivité.

OBJECTIFS SPECIFIQUES

La période d'immersion professionnelle prévue au titre de cette convention permet au bénéficiaire de confirmer son projet professionnel en observant les fonctions et situations de travail suivantes :
[Cliquez ici pour entrer du texte.](#)

SECTION 5 – ORGANISATION DE LA PERIODE DE FORMATION THEORIQUE

Durée

La période se déroule sur **17 jours ouvrés**.
Précisions horaires : [Cliquez ici pour entrer du texte.](#)

Séquençage de la période

<input type="checkbox"/> Jour 1 :	Date	<input type="checkbox"/> Jour 10 :	Date
<input type="checkbox"/> Jour 2 :	Date	<input type="checkbox"/> Jour 11 :	Date
<input type="checkbox"/> Jour 3 :	Date	<input type="checkbox"/> Jour 12 :	Date
<input type="checkbox"/> Jour 4 :	Date	<input type="checkbox"/> Jour 13 :	Date
<input type="checkbox"/> Jour 5 :	Date	<input type="checkbox"/> Jour 14 :	Date
<input type="checkbox"/> Jour 6 :	Date	<input type="checkbox"/> Jour 15 :	Date
<input type="checkbox"/> Jour 7 :	Date	<input type="checkbox"/> Jour 16 :	Date
<input type="checkbox"/> Jour 8 :	Date	<input type="checkbox"/> Jour 17 :	Date
<input type="checkbox"/> Jour 9 :	Date		

Lieu de déroulement de la période : CNFPT-Antenne de Vaucluse- 59 Rue de la Coquille, 84700 Sorgues ;

SECTION 6 – ORGANISATION DE LA PERIODE D'IMMERSION

Durée

La période se déroule sur **10 jours ouvrés consécutifs en avril 2024 et 10 jours ouvrés consécutifs en juin 2024**.
Précisions horaires : [Cliquez ici pour entrer du texte.](#)

Séquençage de la période

Du	Date	Au	Date
Du	Date	Au	Date

Lieu de déroulement de la période :

[Cliquez ici pour entrer du texte.](#)

Mise à disposition d'équipement et/ou de protection individuelle : ☐ Oui ☐ Non – Si oui, préciser :

[Cliquez ici pour entrer du texte.](#)

Nom du tuteur : [Cliquez ici pour entrer du texte.](#)

SECTION 7 – ENGAGEMENTS DES PARTIES

L'AGENT BENEFICIAIRE

L'agent, bénéficiaire d'une période d'immersion professionnelle, en est aussi l'acteur principal. Aussi il s'engage, tout au long de sa période, à avoir une attitude proactive en préparant et en mettant en œuvre les actions nécessaires à l'atteinte des objectifs de l'intégralité de l'itinéraire de transition professionnelle.

En dehors de circonstances particulières justifiées (exemple : arrêt maladie), l'agent s'engage dans le dispositif sur toute la période prévue. Pendant la période d'immersion, toute convocation par l'administration d'emploi est prioritaire pour faire face à des circonstances exceptionnelles liées à la continuité du service public. L'agent ne peut

prétendre à aucune rémunération ou gratification de la structure d'accueil. Il est soumis aux conditions de travail applicables au sein de la structure ou du service d'accueil en heures normales de travail et aux horaires. Le bénéficiaire s'engage à respecter la confidentialité des données et à ne pas diffuser les informations qui pourront lui être transmises lors de sa période d'immersion professionnelle. Tout manquement à ces principes est signalé par le responsable de la structure d'accueil au représentant de l'administration d'emploi qui pourra, le cas échéant et en lien avec la structure d'accueil, mettre fin sans préavis à la période d'immersion professionnelle. L'autorité compétente au sein de l'administration d'emploi exerce le pouvoir disciplinaire à l'encontre de l'agent bénéficiaire, le cas échéant sur saisine de la structure d'accueil, tant en ce qui concerne les manquements aux obligations précitées, qu'à l'égard de toute faute commise durant la période d'immersion selon les conditions prévues par le régime statutaire d'appartenance du bénéficiaire. Si au cours de sa période d'immersion professionnelle l'agent est victime d'un accident de service, il transmet sa déclaration à son administration d'emploi qui l'instruit au titre de la réglementation sur les accidents de service. La responsabilité civile du stagiaire en cas d'accident de nature à créer un préjudice aux tiers, est couverte par son adhésion à son assurance personnelle.

En ce qui concerne la formation théorique, celle-ci ayant lieu au CNFPT-Antenne de Vaucluse, l'agent bénéficiaire sera ainsi indemnisé selon le barème habituel du CNFPT à savoir :

-un forfait frais de repas

-un forfait indemnités kilométriques basé sur le kilométrage entre la résidence administrative et le siège du CNFPT-Vaucluse et selon la puissance fiscale du véhicule personnel de l'agent.

LA COLLECTIVITE D'ORIGINE

La collectivité d'origine de l'agent s'engage, en dehors de circonstances exceptionnelles liées à la continuité de service, à respecter les modalités définies dans la convention. L'agent est considéré comme étant en mission au sens des dispositions fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires du personnel civil de l'État et du personnel des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. La période d'immersion est décomptée du temps de service de l'agent. Elle est sans incidence sur la rémunération de l'agent.

Lorsque le bénéficiaire supporte des frais de déplacements supérieurs à ceux qu'il effectue habituellement pour venir travailler, la collectivité d'origine procède au remboursement de la différence.

LA COLLECTIVITE D'ACCUEIL

La collectivité d'accueil s'engage à accueillir le bénéficiaire dans des conditions lui permettant de mener à bien les objectifs prévus à la section 3 de cette convention. Elle s'engage à identifier un tuteur chargé d'accueillir, d'aider, d'informer et de guider le bénéficiaire tout au long de sa période d'immersion professionnelle. Ce tuteur perçoit une indemnité spécifique d'avril à juin selon les dispositifs de régime indemnitaire propres à chaque collectivité.

Toute absence ou faute de l'agent sera immédiatement signalée à sa collectivité d'origine. La collectivité d'accueil se couvrira contre les conséquences des accidents dont l'agent pourrait être tenu pour responsable.

Fait le : Cliquez ici pour entrer une date à Cliquez ici pour entrer du texte.

L'agent bénéficiaire :

**Le représentant de la collectivité
d'origine**

**Le représentant de la
collectivité d'accueil :**

ANNEXE 1 - Identification du tuteur

M. ☐ Mme ☐ - Nom : Cliquez ici pour entrer du texte. Prénom : Cliquez ici pour entrer du texte. Fonction : Cliquez ici pour entrer du texte.

Téléphone : Cliquez ici pour entrer le numéro. Courriel : Cliquez ici pour entrer le courriel.

Le tuteur s'engage à :

- être disponible pour cette mission et à l'écoute de l'agent bénéficiaire
- partager son expérience professionnelle actuelle et échanger sur ses pratiques professionnelles
- respecter le principe de confidentialité
- faire remonter, le cas échéant, les difficultés rencontrées à sa hiérarchie.

En contrepartie de son investissement, le tuteur perçoit une indemnité spécifique d'avril à juin selon les dispositifs de régime indemnitaire propres à chaque collectivité.

Le tuteur :

ANNEXE 2 - Attestation de présence

Je, soussigné. M. ☐ Mme ☐ **NOM Prénom**, en qualité de **fonction** de **Nom de la structure** certifie que **NOM et prénom du bénéficiaire** a réalisé une période d'immersion professionnelle au sein de l'un de nos services du **Date du premier jour** au **Date du dernier jour** pour une durée de **XX jours ou XX heures**

Fait à Lieu le Cliquez ici pour entrer une date.

Le représentant de la collectivité d'accueil :